



La Lettre Économique

Pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes

© DG Trésor

N°20 – Août 2020

SOMMAIRE

LES BRÈVES EN BREF

MEXIQUE (p.13)

Chine / Mexique : une présence économique chinoise encore limitée au Mexique.

AMERIQUE CENTRALE (p.19)

Le Commerce extérieur des pays du Triangle Nord en 2019.

REPUBLIQUE DOMINICAINE (p.26)

Le modèle de croissance dominicain doit devenir une réalité sociale, économique et institutionnelle.

CUBA (p.28)

La soutenabilité du modèle de développement économique et social cubain face au vieillissement de la population.

FOCUS STATISTIQUE

LES BRÈVES EN BREF

Mexique

2018 – PIB : 1223 Mds USD | Pop : 125 M hbts

Relation Etats-Unis / Mexique

- ❖ **Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a publié au Journal officiel de la Fédération (DOF) la résolution qui établit la nouvelle réglementation douanière qui accompagnera le traité entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) à partir du 1er juillet.** Les chapitres du T-MEC relatifs au secteur douanier sont le chapitre 1 (dispositions initiales et définitions générales), 2 (traitement national et accès aux marchés pour les marchandises), 4 (règles d'origine), 5 (procédures d'origine), 6 (textiles et vêtements) et 7 (administration douanière et facilitation des échanges). Le chapitre 7 précise que le T-MEC cherchera à promouvoir des procédures douanières efficaces et transparentes qui visent à réduire les coûts et sont prévisibles pour les importateurs et les exportateurs. Dès l'entrée en vigueur du T-MEC, la résolution sur les questions douanières de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), publiée au DOF le 15 septembre 1995, est abrogée ainsi que ses annexes et modifications ultérieures. À compter du 1er juillet 2020, les demandes de traitement tarifaire préférentiel pour les marchandises originaires des États-Unis d'Amérique et du Canada doivent être faites conformément aux dispositions applicables du traité.
- ❖ **Le Président Lopez Obrador s'est rendu en visite officielle à Washington mercredi 8 juillet, son premier déplacement à l'étranger depuis son élection.** Les deux Présidents ont souligné leur relation étroite et célébré l'entrée en vigueur du T-MEC, « plus grand accord commercial négocié par les USA » (D. Trump). AMLO a souligné l'importance de cet accord commercial dans un contexte de crise économique mondiale. Le président mexicain a souligné que cet accord vise à renforcer l'économie Nord-Américaine, région qui affiche un déficit commercial de 611 Mds USD, et vise une production à contenu nord-américain plus élevé, et avec de meilleurs salaires.

Économie

- ❖ **Selon les services du FMI, ni la mise en service du T-MEC, ni le réajustement des chaînes de valeur qui pourraient bénéficier au pays, ne compenseront au cours des deux prochaines années la perte de confiance et l'incertitude au Mexique.** Au cours d'une vidéoconférence sur la mise à jour des perspectives économiques régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'organisation internationale a décrit que la situation d'anémie et de contraction des investissements au Mexique au cours des dernières années continuera à s'approfondir, le pays étant déjà entré en récession économique en 2019. Cette déclaration s'ajoute aux dernières perspectives économiques publiées par le FMI concernant l'Amérique latine dans la mise à jour de ses Perspectives de l'économie mondiale (WEO), qui prévoit une récession de 9,4% cette année dans la région et pour le Mexique, une baisse de 10,5%.
- ❖ **En mai, les envois de fonds (remesas) vers le Mexique ont augmenté de 18,1% par rapport au mois précédent, pour un total de 3,3 Mds USD, selon les chiffres publiés mercredi 1er juillet par Banco de México (Banxico).** En avril le Mexique avait reçu 2,8 Mds USD.
- ❖ **Selon l'indicateur mensuel de l'activité industrielle par entité fédérale (IMAIEF), 26 des 32 États de la République mexicaine ont enregistré une baisse de l'activité industrielle au mois de mars.** L'Etat de Nayarit a enregistré la plus forte de baisse avec une diminution de 26,5 %. Viennent ensuite

la Basse-Californie du Sud avec une baisse de 26%; Aguascalientes a chuté de 19,5%; Coahuila a diminué de 17,2%; Tlaxcala a chuté de 14,7%. Puebla et Morelos ont également reculé respectivement de 14,6 et 14% au taux annuel. En revanche l'Etat de Tabasco a enregistré une augmentation de 17,8 %. Au global, l'activité industrielle du pays a enregistré une baisse de 4,9% au cours du troisième mois de l'année, sa plus forte baisse depuis octobre 2009, date à laquelle elle a chuté de 6,2%. Il s'agit du treizième mois consécutif de baisse de l'activité.

- ❖ **Dans son rapport « Perspectives de l'emploi 2020 », l'OCDE table sur une baisse de l'emploi dans ses pays membres comprise entre -4,1 et -5 % en 2020 par rapport à 2019 résultant de l'impact de la pandémie sur les économies.** Selon ces prévisions le Mexique serait l'un des pays les moins impactés avec une prévision comprise entre -0,7% et -1%.
- ❖ **Le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social (Coneval) a mené sa première évaluation de la politique sociale du président Andrés Manuel López Obrador.** Le Coneval considère que les mesures d'austérité qui ont été appliquées ont fait que la supervision des 17 programmes prioritaires est devenue un objectif «secondaire» de la politique du gouvernement tout comme le suivi des bénéficiaires.
- ❖ **L'investissement au Mexique a enregistré une perte de 28,93% en avril par rapport au mois précédent, sur la base des chiffres désaisonnalisés, selon les données publiées par l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi).** Il s'agit de la plus forte baisse depuis que l'institut mesure cette donnée soit 1993. Les dépenses de construction ont chuté de 30,86%. Les dépenses totales en machines et matériel ont baissé de 25,09% au cours du quatrième mois de l'année, soit leur plus forte baisse depuis 1995 (26,51%).
- ❖ **L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) prévoit que la baisse de la production de pétrole brut au Mexique durera jusqu'en 2021.** La reprise, selon l'OPEP, sera due à la croissance de la production dans des pays comme la Norvège, le Brésil et l'Australie, tandis que dans des pays comme le Mexique, l'Égypte et la Colombie, la tendance à la baisse se poursuivra, permettant un équilibre de l'offre et de la demande. D'ici 2020, l'OPEP prévoit pour le Mexique une contraction d'au moins 50 000 barils par jour et 40 000 barils par jour en 2021.
- ❖ **Le gouvernement mexicain a présenté une proposition de réforme du système d'épargne-retraite (SAR).** Lors de sa conférence de presse du mercredi 22 juillet, le Ministre des finances et du crédit public, Arturo Herrera, a expliqué qu'actuellement le système présente des lacunes notamment le faible niveau des contributions qui génère des taux de remplacement insuffisants. Le Ministre souhaite que le taux de remplacement augmente en moyenne de 40%.
- ❖ **L'indice national des prix à la consommation (INPC) a enregistré une variation de + 3,59% g.a. au cours de la première quinzaine de juillet, selon l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi).** L'inflation se situe toujours dans la fourchette cible fixée par Banco de México (3%, +/- un point de pourcentage). Les produits qui ont le plus augmenté en prix et qui ont eu une plus grande incidence sur l'inflation au cours de la première quinzaine de juillet étaient le transport aérien (6,52 %); pomme de terre et autres tubercules (5,91 %); essence à faible indice d'octane (3,03 %) et gaz propane domestique (1,21%).
- ❖ **La proposition de réforme des retraites qui a été présentée propose de transformer la contribution du gouvernement en un quota social concentré sur les travailleurs à faible revenu, ce qui aura un effet «neutre» sur les finances publiques, a déclaré Gabriel Yorio, vice-ministre des finances et du crédit public (SHCP).**
- ❖ **L'activité économique au Mexique a enregistré une baisse record en mai et une baisse historique au deuxième trimestre de près de 20% ga en raison du COVID-19.** L'indice mondial de

l'activité économique au Mexique (IGAE) a enregistré une baisse de 21,6% par an en mai, deuxième mois de confinement en raison du COVID-19, a rapporté vendredi 24 juillet l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi).

- ❖ **La valeur des exportations de marchandises était de 33,76 Mds USD en juin, ce qui représente une baisse de 12,8 % au rythme annuel, selon les données de l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi).** Les exportations de pétrole se sont chiffrées 1,2 Mds USD, soit une baisse de 35,6% ga. Les exportations automobiles ont chuté de 31%, tandis que les exportations non automobiles ont chuté de 3,4% par rapport à la même période l'an dernier.
- ❖ **L'économie du Mexique devrait connaître une récession comprise entre 8,5 et 10,5% cette année, selon les estimations du vice-gouverneur de la Banque du Mexique, Gerardo Esquivel.** Dans un article intitulé "Les impacts économiques de la pandémie au Mexique", le vice-gouverneur de Banxico a estimé qu'au troisième trimestre il y aurait une contraction de 8 à 12 % de la production, tandis que le dernier trimestre verrait une baisse comprise entre 4 et 8%. Il a également ajouté que la pandémie actuelle avait provoqué une grave détérioration de la consommation dans le pays, qui se reflète dans les dépenses totales effectuées avec les cartes de crédit et de débit au Mexique, puisqu'en avril il y avait eu une contraction de 30% g.a.
- ❖ **La Banque du Mexique (Banxico) a annoncé ce mercredi la prolongation de la validité de la ligne «swap» convenue avec la Réserve fédérale (Fed).** Dans un communiqué, l'organe central a précisé que la validité passera du 30 septembre au 31 mars 2021. Le 19 mars de l'année en cours, la Banque centrale du Mexique a convenu de ce mécanisme d'échange de devises jusqu'à 60 milliards de dollars. Récemment, le vice-gouverneur du Banco de México, Javier Eduardo Guzmán Calafell, a commenté que, sur les 21 milliards de dollars actuellement mis aux enchères, seuls 11 milliards de dollars ont été demandés, ce qui indiquant que, bien qu'il y ait des problèmes de liquidité, il n'était pas aussi grave que prévu.

Finances publiques

- ❖ **Le ministère des finances et du crédit public (SHCP) a annoncé sur 2020 une économie concernant les dépenses fiscales d'un montant de 37,7 Mds MXN (1,7 Md USD) en raison de la baisse de la subvention aux carburants et une diminution des exonérations et des taux réduits en ce qui concerne la TVA.** Le budget des dépenses fiscales 2020, un document qui doit être publié le 30 juin de chaque année, indique que les dépenses fiscales s'élèveront à 898,4 Mds MXN, soit un montant inférieur de 37,7 Mds MXN par rapport à l'année dernière. D'ici 2021, les dépenses budgétaires destinées à soutenir les utilisateurs de carburant devraient s'élever à 10 milliards de pesos (445 Musd), ce qui est un chiffre bien inférieur à celui observé en 2019.
- ❖ **Le bureau du procureur de la défense des contribuables (Prodecon) a atteint en juin son deuxième mois le plus élevé de collecte cette année, avec un peu plus de 2 milliards de pesos (88 M USD) provenant notamment d'accords conclus avec de grands contribuables.** Le médiateur fiscal a assisté le Trésor public en signant 136 accords entre l'administration fiscale avec les contribuables soumis au contrôle. Au premier semestre 2020, le montant total récupéré par Prodecón était de 6,5 Mds MXN (286 Musd).
- ❖ **Le Service de l'administration fiscale (SAT) a indiqué avoir réalisé au premier semestre 2020, une collecte de 64,2 Mds MXN auprès des grands contribuables.** Ce montant dépasse de trois fois ce qui avait été collecté au cours de la même période en 2019, et presque de cinq fois ce qui avait été recouvré en 2018.

Entreprises et grands contrats

- ❖ **Le gouvernement de la ville de Mexico a présenté l'appel d'offres pour le renouvellement de la ligne 1 du Metro Collective Transportation System (STC) qui a été publié le 18 juin.** Selon la chef du gouvernement de la capitale, Claudia Sheinbaum, 18 entreprises ont déjà manifesté leur intérêt pour ce projet dont la décision d'attribution n'est pas attendue avant octobre. Cet investissement représente environ 39 milliards de pesos (1,7 Mds usd) et représente la première modernisation d'une infrastructure de transport en conditions d'exploitation. La rénovation de cette ligne a pour objectif notamment de : i) mettre en œuvre le nouveau système de pilotage automatique vers 2024 ; ii) augmenter la cadence des trains ; iii) augmenter de 25% la capacité du réseau ; iv) renforcer la sécurité et la prévention des incidents avec un nouveau circuit fermé dans les gares et les trains et v) réduire la consommation électrique.
- ❖ **La Banque interaméricaine de développement (BID) investira dans Dila Capital, un fonds mexicain axé sur les startups.** Le fonds axé sur le capital-risque recevra cet investissement, dont le montant n'est pas détaillé, d'IDB Lab, le laboratoire d'investissement de la banque, selon un communiqué de presse diffusé lundi 6 juillet. Dila financera entre 18 et 25 startups technologiques au Mexique et en Amérique latine dans les secteurs des finances, des services de santé, de l'éducation, de la logistique et de la mobilité. Jusqu'à présent, Dila Capital a investi dans 42 entreprises, comme Urbvan, une start-up de covoiturage, et Ben & Frank, une startup dédiée à la vente de lunettes en ligne.
- ❖ **Le marché de la dette privée à court terme a enregistré ses premiers défauts de l'année en raison de la pandémie de coronavirus.** Après avoir volontairement entamé leur processus de restructuration financière en vertu du chapitre 11 de la législation américaine, Grupo Famsa et Grupo Aeroméxico ont fait défaut sur le paiement des intérêts et du principal sur leurs obligations à court terme. Dans ce contexte et compte tenu des conditions de financement restrictives, l'émission d'obligations de sociétés à moyen et long terme au Mexique a baissé de 52% au premier semestre. L'émission de dette privée à moyen et long terme s'élevait à 36, 6 Mds MXN (1,6 Md USD) à fin juin 2020, soit 75,0 Mds MXN de moins qu'en 2019.
- ❖ **Le Ministère à l'énergie (Sener) a publié au Journal officiel de la Fédération (DOF) le programme sectoriel 2020-2024, un document qui décrit la politique à suivre en matière d'énergie et dans lequel il exprime son objectif d'aligner les organismes de régulation et de réduire l'utilisation des énergies renouvelables pour renforcer la Commission fédérale de l'électricité (CFE) et Petróleos Mexicanos (Pemex).**
- ❖ **Les revenus de la Commission fédérale de l'électricité (CFE) provenant des ventes de biens et services ont chuté de 11,4% en avril et mai.** Au cours de ces deux mois, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 57,8 Mds MXN contre 65,2 Mds MXN l'année précédente. En juin dernier, la CFE a révélé qu'en mai, 10% des 40 millions de clients nationaux dont il dispose - soit 4 millions - n'ont pas payé leur facture (contre 3% en général). Par ailleurs, dans son dernier rapport trimestriel à la Bourse mexicaine (BMV), la société a indiqué que de janvier à mai, ses ventes d'électricité ont diminué de 3%.
- ❖ **Petróleos Mexicanos (Pemex) a fait état d'une perte de 44,3 Mds MXN au cours du deuxième trimestre de 2020.** Au cours de la même période en 2019, la perte nette de l'entreprise était plus élevée à 53 Mds MXN. L'urgence sanitaire résultant de la pandémie de COVID-19 et l'arrêt de certaines activités économiques ont conduit les revenus des ventes de pétrole à diminuer de 51,8%.
- ❖ **Le Mexique a affiché en juin sa plus faible production de pétrole brut depuis janvier 1990, selon Petróleos Mexicanos (Pemex).** La plate-forme de production nationale était de 1,6 M barils, selon les données publiées mardi par la compagnie pétrolière. La production de juin était ainsi de 28 000 barils inférieure à celle déclarée en mai dernier et de 66 000 barils inférieure à celle du même mois en

2019. Le Mexique a également réduit la quantité de brut qu'il produit dans le cadre de l'accord signé par le gouvernement mexicain avec l'Organisation des pays et alliés exportateurs de pétrole (OPEP+).

- ❖ **Le président Andrés Manuel López Obrador a déclaré mercredi 29 juillet que, au milieu de son mandat, il pourrait envoyer une initiative de réforme constitutionnelle dans le secteur de l'énergie.** "Il est probable que la Constitution ne sera pas modifiée. Maintenant, si nous devons le faire pour consolider Petróleos Mexicanos (Pemex) et la Commission fédérale de l'électricité (CFE), nous n'excluons pas la possibilité d'envoyer une initiative pour réformer la Constitution", a-t-il déclaré.

AMERIQUE CENTRALE

2018 – PIB : 268,2 Mds USD | Pop : 49 M hbts

- ❖ **Selon Mauricio Claver-Carone, Conseiller du président Donald Trump, plusieurs sociétés de capitaux américains actuellement localisées en Chine envisageraient de se relocaliser en Amérique centrale, notamment au Guatemala, afin de diminuer l'impact de la crise diplomatique et économique que traversent les États-Unis et la Chine sur leur activité.** D'après la Chambre de commerce guatémaltèque-américaine (Amcham), l'Amérique centrale pourrait notamment accueillir des entreprises étasuniennes spécialisées, entre autres, dans l'assemblage de pièces de véhicules, les produits pharmaceutiques, les centres d'appel, les produits agrochimiques et la production d'énergie. Le Guatemala serait, de par sa position géographique et ses accès sur les océans Atlantique et Pacifique, privilégié par rapport aux autres pays d'Amérique centrale.
- ❖ **Le Département d'État des États-Unis a annoncé son intention de débloquer 252 MUSD au profit du Salvador, du Guatemala et du Honduras pour renforcer le développement économique de ces pays et ainsi réduire l'immigration illégale sur son territoire.** Ce financement viendrait en complément des 180 MUSD déjà versés cette année par les États-Unis à ces trois pays.
- ❖ **La Banque interaméricaine de développement (BID) destinera 3,34 Mds USD, soit 27% de ses ressources, vers l'Amérique centrale et la République Dominicaine, pour faire face à la crise du Covid-19.**

Costa Rica

- ❖ **Sur les six premiers mois de l'année, les exportations costaricaines ont connu une baisse de 1%, conséquence de la pandémie de Covid-19,** par rapport aux six premiers mois de 2019. Les secteurs les plus touchés par cette baisse sont le caoutchouc et la métallurgie, avec une contraction respective de -23% et -12%.
- ❖ **L'accord stand-by qui sera négocié entre le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI) à hauteur de 2,25 Mds USD,** doit avoir pour principal objectif l'ajustement des dépenses publiques et la lutte contre l'évasion fiscale. Cet accord avec le FMI couvrira une partie des besoins de financement bruts du Costa Rica de l'année 2021.
- ❖ **L'institut national de la statistique costaricain a publié les derniers chiffres du chômage, qui a atteint 20,1%, représentant 468 000 personnes.**
- ❖ **Selon le directeur général de Procomer, les exportations de biens ont présenté un premier trimestre satisfaisant avec une moyenne de 9% et un deuxième trimestre en forte baisse avec une contraction de 12%.** Est à observer une légère croissance dans les secteurs agricole et alimentaire, qui compensent la baisse de certains secteurs, tels que les dispositifs médicaux qui habituellement font partie des secteurs croissants.

Guatemala

- ❖ **La Banque centrale du Guatemala a abaissé son taux directeur, de 2% à 1,75%, afin de répondre à l'impact du Covid-19 sur l'activité économiques du pays.**
- ❖ **La Banque centrale du Guatemala revoit de nouveau à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le pays en 2020 et anticipe désormais une récession comprise entre -1,5% et -3,5%.**
- ❖ **Après une réorientation de 20 MUSD du programme Crecer Sano de la Banque Mondiale et l'approbation par le Congrès d'un prêt de 100 MUSD de la BID, le gouvernement dédiera 120 MUSD à l'amélioration de son système de santé (construction d'hôpitaux, achats d'équipements, formations...)**
- ❖ **Selon l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS), seulement 1,35 million de travailleurs guatémaltèques (31,3% du total) étaient inscrits à la sécurité sociale en 2019.**
- ❖ **Le Guatemala quittera l'Organisation internationale du café (OIC) au début de la prochaine récolte, le 1er octobre, estimant que celle-ci ne joue pas son rôle face à la crise des prix mondiaux du café qui frappe les pays producteurs.** Selon l'Association guatémaltèque du café (ANACAFE), l'OIC « fait fausse route », parce qu'elle ne protège pas assez les intérêts des producteurs et aurait besoin d'être réformée. Le Guatemala représente 2,5% de la production mondiale de café.
- ❖ **BID Invest, filiale du Groupe de la BID spécialisée dans les projets privés, a approuvé un prêt de 20 MUSD à la Fondation Génesis Empresarial (FGE) afin de favoriser l'accès aux financements pour les micros, petites et moyennes entreprises.**
- ❖ **La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) anticipe pour 2020 une récession de -4,1% en 2020 pour le Guatemala.**
- ❖ **Selon le think tank Asies, les salariés des entreprises situées dans les zones rurales toucheraient en moyenne un revenu inférieur de 67% par rapport aux salariés des zones urbaines. 83,5% des salariés du monde rural recevraient une rémunération inférieure ou égale au salaire minimum. L'écart de salaire serait en moyenne de 75% entre une personne autochtone et une personne non autochtone.**
- ❖ **L'Agence nationale des alliances pour le développement des infrastructures économiques (Anadie), en charge notamment de la structuration des projets en partenariat public-privé (PPP), a remis sur le devant de la scène, lors d'une session de préparation du budget 2021, plusieurs projets d'infrastructure, les présentant comme des instruments de relance économique pour le pays.** Elle a notamment évoqué un portefeuille de projets de 1,5 Md USD : la modernisation de l'aéroport international La Aurora (120 MUSD), le tramway "Metroriel" sur l'axe sud-nord de la capitale (770 MUSD), la réhabilitation d'un tronçon d'autoroute entre Escuintla-Puerto Quetzal (80 MUSD), un système de transport massif sur l'axe est-ouest de la capitale (montant à définir), la construction et l'agrandissement du contournement de la capitale (300 MUSD), la construction d'un centre administratif de l'Etat (250 MUSD) et le développement d'un port intermodal à la frontière mexicaine Tecun Uman (40 MUSD). Par ailleurs, un projet de réforme de la Loi de l'Anadie, laquelle prévoit actuellement que chaque nouveau projet doit être approuvé par le Congrès, devrait prochainement être étudié par les députés, selon le Ministre des Finances.
- ❖ **Le Département du Transit de la Police Nationale Civile (PNC) n'ayant pas reçu l'autorisation de nommer les membres du Conseil en charge de l'appel d'offres portant sur l'émission des permis de conduire, ce dernier a été suspendu pour la deuxième fois.** Les entreprises Mühlbauer (allemande) et Maycom (guatémaltèque) intéressées n'ont ainsi pas été en mesure de remettre leurs

offres. Maycom, qui avait remporté le dernier appel d'offre et dont le contrat s'est terminé le 31 décembre 2019, continuera d'émettre temporairement les permis de conduire du Guatemala.

- ❖ **Le Cour de Constitutionnalité accorde un amparo au Consortium des autoroutes du Guatemala (Convia)** -formé par les entreprises Marhnos (Mexique) et Grupo Precon (Guatemala)- et à l'Agence nationale des alliances pour le développement des infrastructures économiques (Anadie) en charge des partenariats public-privé (PPP), ordonnant au Congrès de relancer le débat sur le projet de concession et modernisation du tronçon d'autoroute Escuintla-Puerto Quetzal de 41 km, lequel avait été suspendu en troisième lecture le 29 octobre 2019. Il s'agit du premier contrat sous forme de PPP lancé au Guatemala par Anadie. Convia, qui a remporté l'appel d'offre en août 2018, estime que le projet sera finalisé d'ici 2024. Il prévoit en outre un investissement de 125 MUSD.

Honduras

- ❖ **La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a annoncé une augmentation de 30 MUSD de sa ligne de crédit à Banco Ficohsa, pour atteindre un montant total de 130 MUSD.**
- ❖ **Le think tank Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée (Cohep) estime que 44% des micros, petites et moyennes entreprises qui ont été contraintes de suspendre leurs opérations en raison des mesures gouvernementales pour faire face au Covid-19 pourraient ne pas reprendre leur activité à l'issue de la crise.**
- ❖ **Le groupe hondurien Elcatex, spécialisé dans le secteur textile, obtient un prêt de 96 MUSD de BID Invest (64 MUSD) et du Fonds chinois pour le cofinancement des Amériques (32 MUSD), lequel est administré par BID Invest, afin de lui permettre d'augmenter sa capacité de production et de diversifier ses activités.** Elle prévoit notamment la création d'une nouvelle ligne de production de tissus synthétiques. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de l'aide de la BID pour répondre à la crise du Covid-19, devrait générer plus de 3 200 nouveaux emplois directs.
- ❖ **Selon la Banque centrale du Honduras, le pays a reçu au cours du premier semestre de cette année 2,619 Mds USD de transferts de fonds des migrants ("remesas"), soit une diminution de -4% par rapport à la même période en 2019.**
- ❖ **La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) a approuvé une ligne de crédit de 250 MUSD en faveur du Honduras pour le financement de travaux visant accroître l'accès à l'électricité, l'efficacité énergétique et la résilience du pays face aux changements climatiques.** Les fonds serviront notamment à soutenir le pays dans la mise en œuvre de sa nouvelle Loi Générale de l'Industrie Electrique (LGIE).
- ❖ **L'Union européenne a annoncé qu'elle fera un don de 80 M€ au Honduras pour l'aider à surmonter la crise du Covid-19.**

Nicaragua

- ❖ **Selon la Banque centrale du Nicaragua, l'activité économique aurait baissé de -10% entre avril 2019 et avril 2020,** notamment en raison d'une chute des secteurs touristique (hôtels et restaurants) de -56,1% (g.a), industriel (-24,6%), financier (-17,5%), minier (-17,3%), de l'eau et de l'énergie (-16,7%).
- ❖ **L'Union Européenne et le Luxembourg alloueront conjointement 15 M€ au Nicaragua pour renforcer la sécurité alimentaire et atténuer les conséquences socio-économiques de la crise du Covid-19 dans le pays.**
- ❖ **Entre octobre 2019 et mai 2020, les exportations de café se sont élevées à 318 MUSD, soit une progression de +22 % (g.a) qui s'explique notamment par une hausse des prix internationaux et une augmentation des volumes,** selon l'Alliance nationale des producteurs de café du Nicaragua

(ANCN). Le prix de vente moyen du quintal de café nicaraguayen serait effectivement passé de 131,5 USD pour la récolte 2018-2019 à 135,5 USD pour la récolte 2019-2020. En termes de volume, le pays aurait exporté cette année 2,3 millions de quintaux de café contre 1,9 million lors de la récolte 2018-2019.

- ❖ **Le Nicaragua se situe au 125ème rang mondial (sur un total de 141) de la 9ème édition du Basel AML Index** –lequel évalue le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans les pays du monde entier– et perd ainsi 5 places par rapport à l'édition 2019. Il est également placé 31ème sur 33 pays en ce qui concerne l'Amérique latine, devant Haïti et les îles Caïmans.
- ❖ **Dans le cadre d'un rapprochement des relations entre les deux pays, l'Inde s'engage à apporter un financement de 28,6 MUSD au Nicaragua** pour la construction d'une ligne électrique de 77 km dans des zones reculées de la côte Caraïbes.

Panama

- ❖ **L'ampliation du canal de Panama célèbre sa quatrième année d'exploitation et depuis son ouverture, a enregistré plus de 9 000 transits de navires Neopanamax.** Les principaux segments qui utilisent le canal élargi sont les porte-conteneurs avec 46% des transits, suivis du gaz de pétrole liquéfié (25%), du gaz naturel liquéfié (12%) et des vraquiers (9%).
- ❖ **De janvier à avril 2020, l'activité économique du Panama a chuté de 7,4%, par rapport à la même période en 2019, selon l'indice mensuel d'activité économique.** La crise provoquée par le Covid-19 a frappé avec une grande force en avril, avec une contraction de 34,7%, par rapport au même mois de l'année précédente, juste au moment où le gouvernement a commencé à adopter des mesures de fermeture et de confinement pour réduire les risques de contagions, notamment la fermeture de la plupart de ses principaux secteurs et activités économiques.
- ❖ **Le directeur général de la Banque nationale du Panama, Javier Carrizo, a confirmé que le fonds de liquidité qui sera créé pour donner de la stabilité aux banques au milieu de la crise, sera divisé en 2 parties :** 500 M USD seront consacrés à un fonds auquel les banques pourront recourir strictement au cas où leurs ratios de liquidité tomberaient à des niveaux non recommandés. Les 500 M USD restants feront partie d'un plan de stimulation du crédit pour les banques qui ont besoin de liquidités à plus long terme. Les premiers 500 M USD ont déjà été décaissés par le FMI et les 500 autres proviendront d'un accord avec l'Agence multilatérale de garantie des investissements.
- ❖ **Le solde de la dette du secteur public non financier s'établit à 33 Mds USD au 30 juin 2020, soit une augmentation de 294,2 M USD par rapport au solde enregistré à fin mai 2020.** Cette hausse s'explique notamment par les décaissements des organisations multilatérales à hauteur de 379,3 Mds USD avec notamment une ligne de crédit conditionnelle signée avec la CAF fin juin 2020, de 350 M USD. Pour rappel, fin 2019, le solde de la dette publique était de 31 Mds USD.
- ❖ **Le Centre bancaire international a dépassé les 90 Mds USD de dépôts pour la première fois à la fin du mois de mai, soit une augmentation de 918,1 M USD par rapport à avril 2020 et de 6,4 Mds USD par rapport à mai 2019.** Selon le superintendant des banques du Panama "les groupes régionaux, principalement d'Amérique centrale et de Colombie, favorisent le centre panaméen en termes de recherche de refuge en une place dollarisée et donc bénéficiant d'une monnaie forte ».
- ❖ **Le projet de budget général de l'État pour l'exercice 2021 sera de 24,088 Mds USD, soit une hausse de 3,3% par rapport à l'année 2020, qui, était de 23,322 Mds USD.** Le projet doit être maintenant soutenu devant l'Assemblée Nationale pour son approbation.

Salvador

- ❖ **Le ministre des finances, Nelson Fuentes, a annoncé que la dette publique du pays pourrait dépasser 90% du PIB d'ici la fin de cette année.**
- ❖ **BID Invest, filiale du Groupe de la BID spécialisée dans les projets privés, a approuvé un prêt de 37,5 MUSD en faveur de Banco Cuscatlán, d'une durée maximale de cinq ans et demi, afin d'accroître les options financement à long terme pour les petites et moyennes entreprises (PME) clientes de cette établissement bancaire.**
- ❖ **La Millennium Challenge Corporation (MCC) a déboursé 71% de ses fonds pour le programme Fomilenio II qui prendra fin le 9 septembre 2020. Fomilenio II a été lancé en 2015 avec l'objectif d'améliorer les conditions d'investissement, d'accroître le capital humain et de développer les infrastructures logistiques du Salvador. Ce programme dispose d'un budget de 365,2 MUSD (277 MUSD de financement étatsunien de la MCC et 88,2 MUSD du gouvernement salvadorien).**
- ❖ **La Banque centrale revoit à la baisse ses prévisions de croissance économique pour le pays en 2020 et anticipe désormais une récession comprise entre -6,5% et -8,5%, contre une fourchette prévue entre -2% et -4% début avril.**
- ❖ **L'agence de notation Moody's maintient la note du Salvador à "B3" avec une perspective positive.**
- ❖ **Le Ministère des finances prévoit 5 382 MUSD de recettes fiscales pour 2020, soit une chute de 990 MUSD par rapport à 2019.**
- ❖ **Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le Salvador est le pays d'Amérique centrale qui connaîtra cette année la plus forte croissance de la pauvreté en raison des strictes mesures gouvernementales de confinement pour lutter contre la covid-19. D'ici à la fin de l'année, 40% de la population devrait se trouver en situation de pauvreté, soit une croissance de +6,5% par rapport à 2019.**
- ❖ **En collaboration avec la Fondation Salvadorienne pour la Santé et le Développement (Fusal), l'entreprise française Neoen investira 10 MUSD dans son programme de RSE Horizontes, lequel devrait bénéficier à 1 500 familles du département d'Usulután. Des projets dans les domaines de la santé et de l'éducation seront mis en place sur une période de 20 ans (500 000 USD/an).**
- ❖ **Selon les chiffres de l'Observatoire des Cartes de Crédit (OTC) du Salvador, le nombre de cartes de crédit en circulation dans le pays aurait augmenté de +9,2 % en un an, passant de 801 822 en mai 2019 à 876 197 en mai 2020.**
- ❖ **Selon le ministre des finances, les recettes fiscales du Salvador entre le 1er janvier et le 19 juillet 2020 ont atteint 2 761,8 MUSD, soit une diminution de -12% par rapport aux 3 158 MUSD enregistrés sur la même période en 2019. Cela correspond également à une baisse de 20% par rapport aux prévisions établis par le gouvernement pour l'année 2020.**

CARAÏBES

2018 –PIB : 156 Mds USD | Pop : 27 M hbts

Cuba

- ❖ **Arrivée de coopérants de la santé cubains en Martinique.** Pour la première fois, 15 professionnels de la santé sont arrivés sur le sol martiniquais vendredi dernier pour aider au développement de certaines spécialités médicales sur l'île telle que la pneumologie, l'infectiologie, la radiologie ou encore la médecine d'urgence. L'épidémie de la Covid-19 a été maîtrisée sur l'île française (240 infectés pour 14 décès), mais l'arrivée de la brigade cubaine, composée de plusieurs spécialistes intervient également en renfort des équipes médicales locales après le transfert de patients guyanais en Martinique. La France devient le troisième pays européen après l'Italie et l'Andorre à bénéficier de l'aide des personnels de santé cubains pour lutter contre la pandémie..
- ❖ **Le riz vietnamien est arrivé à Cuba : Le Vietnam a fait don à Cuba de 5.000 tonnes de riz.** Ce geste de « solidarité et d'amitié » entre les deux pays, officialisé le 17 avril dernier à Hanoi, intervient dans un contexte de renforcement des pénuries alimentaires en raison de la pandémie de la Covid-19. D'après le MINAG (Ministère de l'Agriculture), la production de riz à Cuba est bien en dessous de ses objectifs : Seulement 162.000 tonnes seront produites cette année contre un objectif initial de 700.000 tonnes. Le programme national « Arrozero » de Cuba s'est fixé un niveau de production annuelle de 450.000 tonnes de riz d'ici 2023, un objectif ambitieux sachant qu'entre 2011 et 2018, la production nationale de riz a quasiment stagnée (+1,42%).
- ❖ **Cuba mise sur le secteur privé pour sa reprise post-Covid-19. Une série de mesures a été annoncée par le gouvernement cubain afin de relancer l'économie du pays mise à mal par la pandémie de la Covid-19.** Parmi elles se trouve l'ouverture du secteur privé au marché de gros : en trois jours plus de 200 contrats auraient déjà été négociés par Mercabal, le premier marché de gros de La Havane, permettant aux acteurs privés de la restauration de se fournir en grande quantité pour certains produits alimentaires (riz, farine, œufs, huile, sucre, sauces, viandes...). Le directeur de l'établissement a déclaré que les paiements se réaliseront en pesos cubains (CUP) et que des restrictions de quantité par acheteurs pourraient être mise en place selon la disponibilité des produits. D'autres marchés de gros devraient s'ouvrir à La Havane (à San Miguel del Padrón et Playa) au mois d'Août puis progressivement sur le reste du territoire.
- ❖ **Le ministre du Commerce Extérieur et de l'Investissement Etranger Rodrigo Malmierca a annoncé que les exportations et importations seront désormais ouvertes au secteur non étatique.** Toutefois ces opérations devront remplir de nombreuses conditions: les acteurs privés devront passer par une des 36 entreprises d'Etat spécialisées dans le commerce extérieur et détenir un compte courant en monnaie librement convertible (MLC), CUP et CUC. Plusieurs critères devront également être respectés (qualité, stimulation des circuits économiques internes, substitution des importations...). Si le Ministre Malmierca a ajouté que près de 400 formes de gestions non étatiques auraient un réel potentiel pour exporter, la difficile question de la répartition des devises générées n'a pas été évoquée.

Haïti

- ❖ **Face la pandémie de coronavirus, l'Union Européenne (UE) a organisé une opération d'aide à plusieurs zones critiques dans le monde.** Elle a envoyé une deuxième cargaison aérienne de matériels en Haïti qui sera distribuée par l'intermédiaire des partenaires humanitaires financés par l'UE. Avec ce pont aérien, l'UE apporte une aide en matière de matériel médical, d'approvisionnement

en eau, d'équipement d'assainissement, d'aide alimentaire d'urgence et d'aide humanitaire aux personnes touchées par la pandémie sur le territoire national.

- ❖ **Pour faire face à la crise économique provoquée par la Covid-19, la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé une aide non remboursable de 60 M USD pour soutenir les populations les plus vulnérables du pays.** Gérée par le Fonds d'assistance économique et sociale, l'objectif principal est de fournir une protection rapide et à grande échelle aux secteurs sociaux les plus négligés, en y incluant trois volets : soutien aux enfants scolarisés grâce au programme actuel de cantines scolaires, soutien aux populations vulnérables du secteur informel qui n'ont pas accès aux programmes de transfert et soutien aux populations vulnérables du secteur formel dans la même situation.
- ❖ **En Haïti, depuis le début de la pandémie du coronavirus, le taux moyen de change dans le système bancaire TMA a atteint la barre des 120 gourdes pour 1 dollar, ce qui représente une augmentation d'environ 21%.** La volatilité du taux de change en Haïti est plus élevée en raison des anticipations négatives des agents économiques, de la dollarisation de l'épargne et de la fuite de dollars vers la République dominicaine à travers le commerce transfrontalier.

Jamaïque

- ❖ **La Banque de Jamaïque maintient son taux directeur à 0,50% pour un mois supplémentaire.** La décision de maintenir son taux directeur inchangé se fonde sur son opinion persistante selon laquelle les conditions monétaires sont généralement appropriées pour soutenir l'inflation dans la fourchette de 4,0% à 6,0% au cours des deux prochaines années.
- ❖ **L'économie jamaïcaine a connu une contraction de 2,3% au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019.** Ce ralentissement est en partie dû par une contraction du secteur des services et de la production industrielle.

République dominicaine

- ❖ **L'interconnexion du Gazoduc de l'est, géré par Enadom, est achevée avec les centrales Quisqueya I et Quisqueya II, qui totalisent 450 MW.** Depuis février, ce gazoduc fournit du gaz naturel à Quisqueya I, propriété de Barrick Pueblo Viejo, et a commencé les tests pour fournir l'unité Quisqueya II, propriété d'Egehaina. De même, les travaux d'interconnexion de la centrale au gaz de la Compagnie d'électricité de San Pedro de Macorís (CESPM) se trouvent en phase finale. La transition au gaz naturel de ces trois unités devrait permettre d'économiser 3 Mds USD de carburants pétroliers au cours des dix prochaines années et contribuera à réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO2) de 892 000 tonnes par an.
- ❖ **Le président élu a rencontré mercredi le président Danilo Medina dans le cadre d'un premier échange pour préparer la passation de pouvoir du 16 août prochain.** Après une heure de réunion à huis clos, Luis Abinader a annoncé la formation d'une équipe de transition avec trois comités : un comité politique, un comité pour l'évaluation du personnel qui constituera le nouveau gouvernement et un troisième comité pour les actes et les protocoles. Le comité politique comprend une majorité de représentants du secteur privé et des organisations patronales, une ancienne ministre du commerce ainsi que les benjamins du Sénat et de la chambre des députés.

MEXIQUE

Chine / Mexique : une présence économique chinoise encore limitée au Mexique.

Si la Chine est le second partenaire commercial du Mexique, c'est avant tout en tant que fournisseur de machines et d'appareils électriques et mécaniques. La Chine importe peu depuis le Mexique et y investit également très peu. Ainsi, bien que la Chine semble s'intéresser à certains grands projets d'infrastructures à forte visibilité, sa présence demeure encore marginale.

1. La Chine est le deuxième partenaire commercial du Mexique depuis 2013 et son premier déficit.

Depuis 2013, la Chine est le 2ème partenaire commercial du Mexique derrière les Etats-Unis. En 2019, le commerce bilatéral avec la Chine représentait 10% des échanges du Mexique, atteignant 90,2 Mds USD (-0,7% ga). C'est encore loin derrière les États-Unis (576 Mds USD) mais devant l'Union Européenne (75,4 Mds USD) et les pays du Traité Trans-Pacifique (CPTPP – 73,9 Mds USD).

- **La Chine est notamment le 2ème fournisseur du Mexique :** en 2019, les importations mexicaines en provenance de Chine s'élevaient à 83,1 Mds USD (-0,4 % ga) et représentaient 18% des importations mexicaines, soit 2,4 fois moins que les importations en provenance des Etats-Unis (206 Mds USD).
- **La Chine est également devenue en 2018 la 3ème destination des exportations mexicaines,** derrière les Etats-Unis et le Canada, passant devant l'Allemagne pour la première année. En 2019, les exportations mexicaines vers la Chine ont atteint 7,1 Mds USD (-4% g.a.) mais ne représentent que 1,5% des exportations totales du Mexique.

Le commerce entre la Chine et le Mexique est en croissance constante, +259% depuis 2009. Les échanges commerciaux ont plus que doublé en 10 ans, et la Chine exporte 10 fois plus au Mexique qu'elle n'importe.

La balance commerciale du Mexique avec son partenaire chinois demeure largement déficitaire en 2019 (-75,9 Mds USD) mais ce déficit s'est stabilisé (-0,2% g.a.). Le déficit du Mexique avec la Chine est le 1er déficit commercial du pays, près de trois fois plus élevé en montant que le déficit enregistré avec l'UE (-26,9 Mds USD).

2. Les exportations chinoises au Mexique servent autant à la réexportation vers les Etats-Unis qu'au marché intérieur.

Les importations mexicaines en provenance de Chine sont essentiellement des biens intermédiaires du secteur manufacturier (équipements électroniques, machines et véhicules) dont une grande partie est utilisée pour la transformation et l'exportation vers les Etats-Unis. Depuis la mise en place de l'ALENA en 1994, environ 50% des biens importés au Mexique depuis la Chine sont réexportés vers les Etats-Unis : ils sont transformés par l'industrie mexicaine et exportés aux Etats-Unis sous la forme de biens de consommations ou de biens intermédiaires, principalement dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et des télécommunications.

En 2019, le premier poste d'importations mexicaines en provenance de Chine concerne les équipements, composants et machines électriques, et représentent 31,5 Mds USD (38% du total des importations en provenance de Chine). Les importations de machines, d'appareils et d'engins mécaniques constituent le deuxième poste d'importations depuis la Chine, pour un montant de 18,8 Mds USD (23% du total).

3. Les importations en provenance du Mexique sont faibles et se concentrent sur les matières premières.

Les exportations mexicaines à destination de la Chine sont principalement issues du secteur manufacturier et des minerais. En 2019, le Mexique a exporté vers la Chine pour 2,6 Mds USD de minerais (39% de ses exportations vers la Chine). Après l'automobile, les exportations d'appareils électriques (625 M USD, 9% des exportations) et de cuivre (281 M USD, 7% des exportations) sont les plus importantes.

Ces exportations ont évolué ces dernières années : alors que les exportations de combustibles vers la Chine ont été divisées par 10 depuis 2017, ne représentant plus que 32 M USD, les exportations agroalimentaires connaissent un dynamisme important. Entre 2017 et 2019, les exportations de viande vers la Chine ont été multipliées par 24 à 89 Mds USD. Entre 2014 et 2017, 8 nouveaux produits mexicains, principalement issus du secteur agroalimentaire, ont accédé au marché chinois (avocat, maïs blanc, viande, bière, tequila, entre autres).

4. Une croissance notable des échanges dans le secteur automobile.

Les échanges dans le secteur automobile ont également connu une croissance importante : les importations mexicaines automobiles en provenance de Chine ont augmenté de 86 % entre 2016 et 2019 passant de 2,2 Mds USD à 4,1 Mds USD. Le secteur automobile représente ainsi le troisième poste des exportations chinoises au Mexique (4% du total), avec 2/3 d'équipements et 1/3 de véhicules. Le secteur automobile constitue également le deuxième poste d'exportations mexicaines vers la Chine, soit 1,2 Mds USD en 2019 (19% des exportations vers la Chine, contre 18% en 2017), avec autant de véhicules que d'équipements automobiles exportés. Si les exportations automobiles vers la Chine ne représentent qu'1 % des exportations automobiles mexicaines, le Mexique reste le 1^{er} fournisseur de composants automobiles d'Amérique latine pour le marché chinois.

5. Les investissements chinois au Mexique demeurent marginaux.

Si les échanges commerciaux entre les deux pays sont désormais importants, les investissements chinois au Mexique demeurent très faibles : en 2019, seul 0,3% des IDE reçus par le Mexique provenaient de Chine (représentant 93,3 M USD). Ces investissements sont par ailleurs en recul par rapport aux années précédentes : ils représentaient respectivement 0,7% et 0,8% du total en 2017 et 2018¹. La Chine investit principalement au Mexique dans l'extraction de ressources énergétiques, dans les infrastructures de transport (voir infra) et dans des projets énergétiques, en lien avec les plans stratégiques de développement du gouvernement mexicain.

La Chine se situe ainsi loin derrière les principaux pays investisseurs que sont les Etats-Unis (12,6 Mds USD, 37% des IDE reçus), l'Espagne (4 Mds USD, 11,8% des IDE reçus) et l'Allemagne (3,4 Mds USD, 10% des IDE reçus). A titre de comparaison, la France a investi 1 Md, soit dix fois plus que la Chine.

¹ Graphique de l'évolution des IDE chinois en Annexe

En effet, le Mexique ne semble pas la priorité des chinois dans la région : sur la période 2001-2016, il n'a été que le 7^{ème} récepteur d'IDE chinois en Amérique Latine et n'a reçu qu'environ 10% des montants investis par la Chine au Brésil, principale destination des IDE chinois dans la région.

Plusieurs nouvelles annonces d'investissements chinois au Mexique ont été faites au cours des dernières années, mais peu se sont concrétisées. D'une manière générale, les règles d'origine de l'USMCA devraient encourager les investissements chinois dans ce secteur, afin de produire et exporter depuis le Mexique et ainsi éviter les mesures protectionnistes étatsuniennes.

Les entreprises chinoises s'intéressent particulièrement aux projets d'infrastructure. Un projet ferroviaire (ligne Mexico-Querétaro) a été interrompu en novembre 2014 en raison d'un scandale de corruption, mais l'intérêt chinois pour les grands projets lancés par les nouvelles autorités mexicaines ne dément pas. A ce stade, les autorités mexicaines paraissent néanmoins que ce soit de leur volonté propre ou sous la pression des Etats-Unis. Ainsi AMLO a écarté l'offre d'investissement chinois sur la raffinerie Dos Bocas. Au contraire des entreprises chinoises sont positionnées sur le projet de train Maya illustrant le jeu d'équilibriste de l'administration mexicaine.

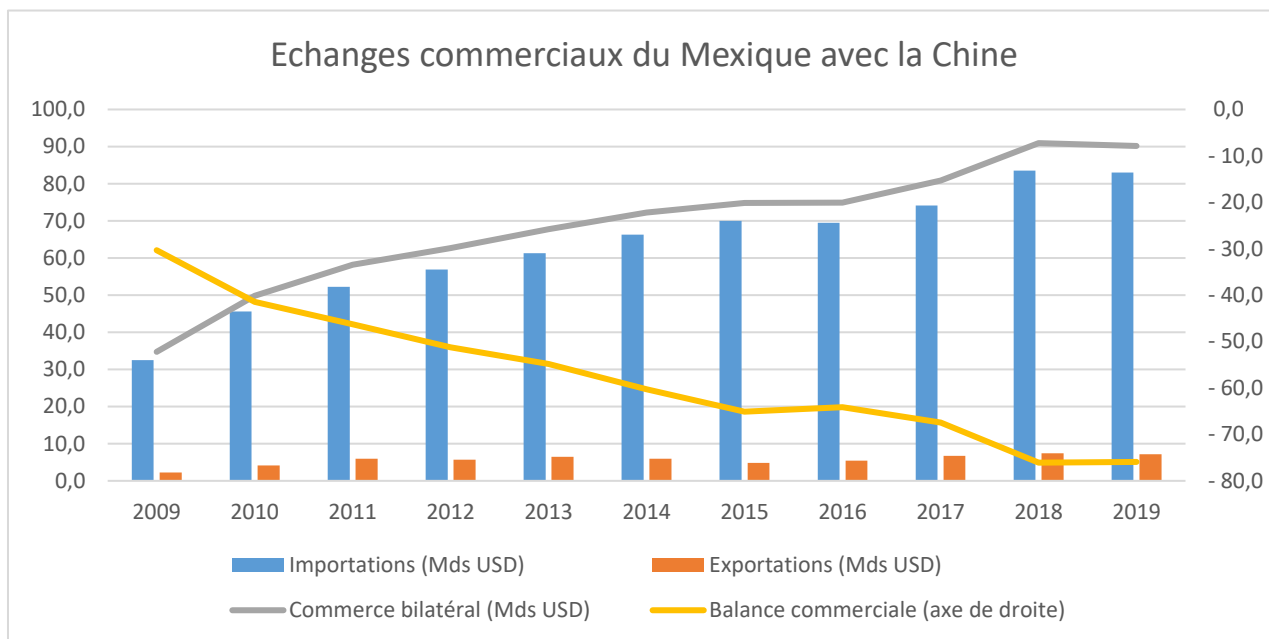
Dans le secteur financier, plusieurs fonds ont été créés ou annoncés dans les années récentes. Un fonds Chine-Mexique, hébergé par la Société Financière Internationale (SFI), doté d'un montant de 1,2 Md USD pour soutenir les investissements au Mexique a notamment été créé en 2014. Par ailleurs, PEMEX et 3 entreprises publiques chinoises ont annoncé la création d'un « fonds énergie » sino-mexicain de 5 Mds USD, avec pour ambition d'investir dans des projets d'extraction sur le territoire mexicain. Enfin, la banque chinoise ICBC a récemment obtenu la licence bancaire pour exercer au Mexique, mais ses activités y sont encore marginales.

Par ailleurs la Chine ne détient pas de dette extérieure mexicaine et la dette libellée en devise ne l'est pas en renminbi.

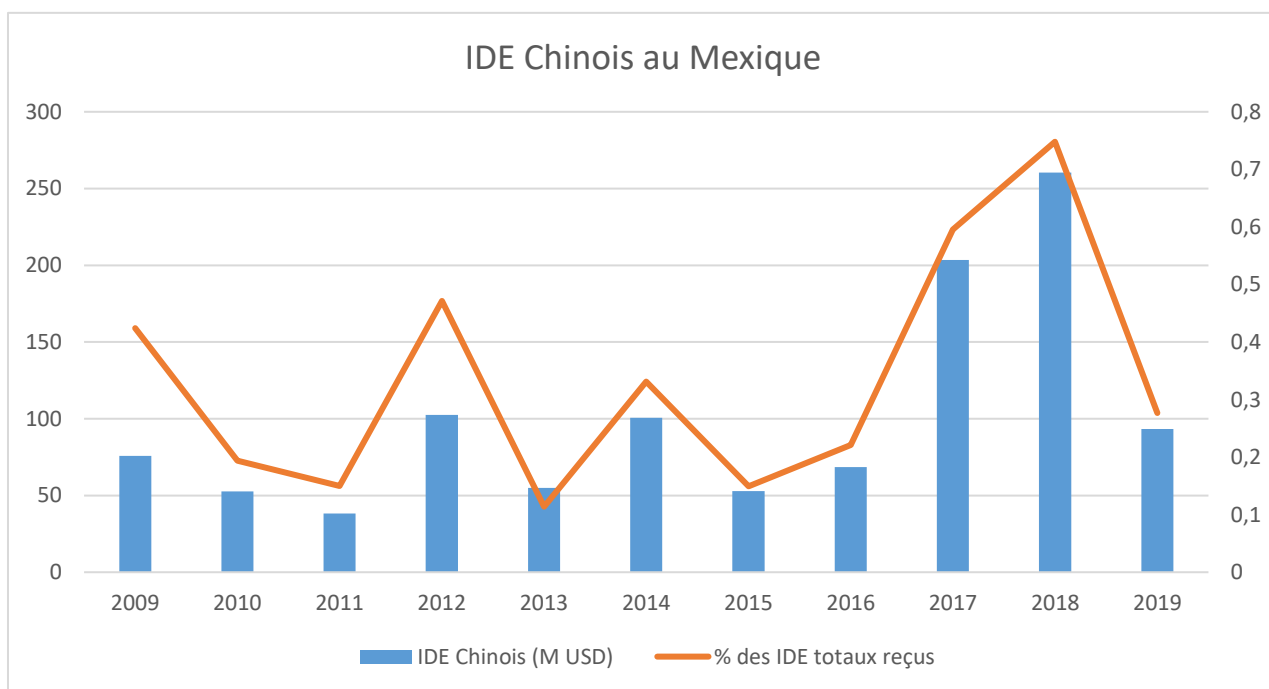
Alors que le Gouvernement mexicain cherchait à diversifier ses partenaires commerciaux, afin de réduire sa dépendance aux Etats-Unis, cette tentative demeure à ce stade un vœu pieu, alors qu'entrent en vigueur au 1er juin les nouvelles dispositions du TMEC. Au contraire, la guerre commerciale avec les USA et la Chine a profité au Mexique en 2019 avec un accroissement des échanges entre les USA et le Mexique. L'UE est un partenaire économique en perte de vitesse même si la conclusion des négociations sur le nouvel accord commercial pourrait redonner de la vigueur à la relation commerciale. En tout état de cause, la crise sanitaire du COVID-19 va modifier la structure des échanges commerciaux en 2020 et à plus long terme. Le Mexique anticipe dès à présent un accroissement des échanges avec les USA afin de remplacer, en partie, la Chine.

Annexes

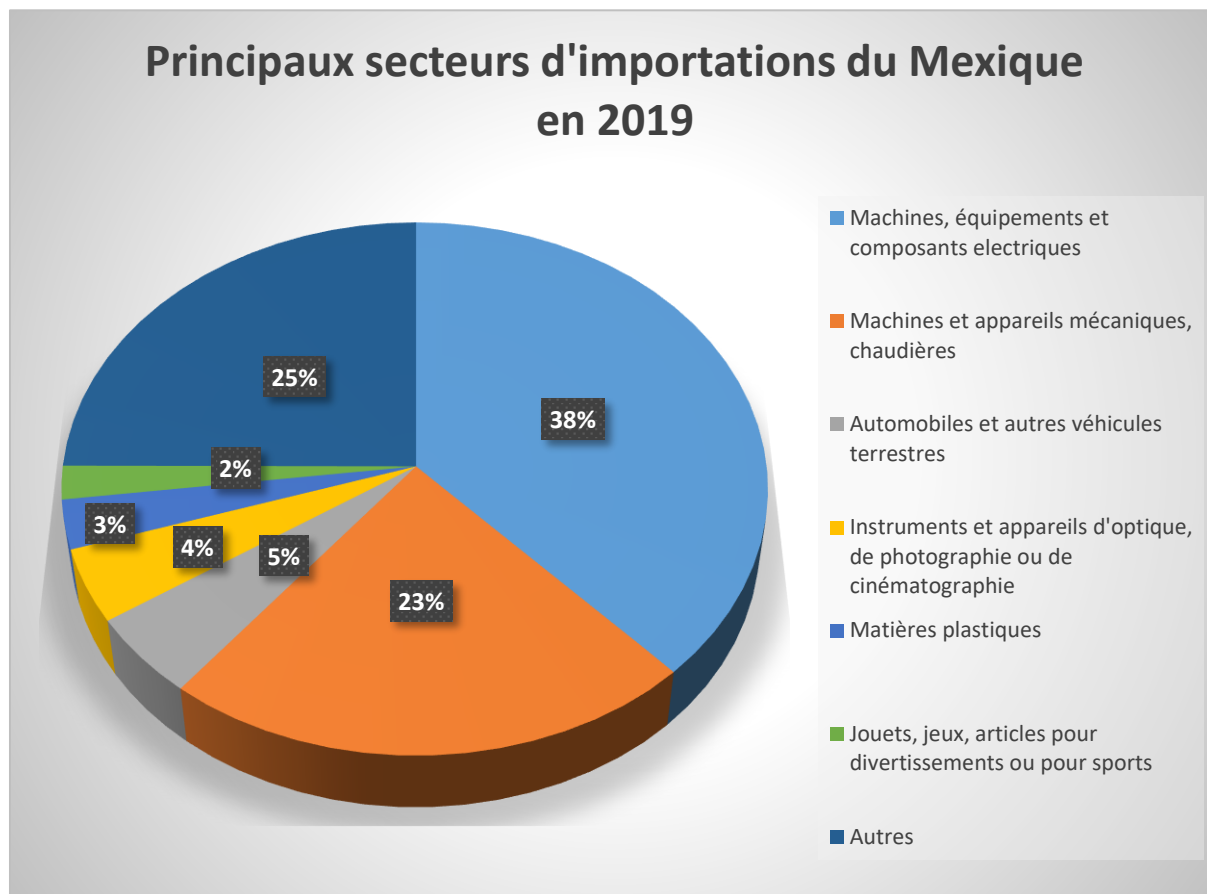
Evolution du commerce bilatéral depuis 2009 (Annexe 1)



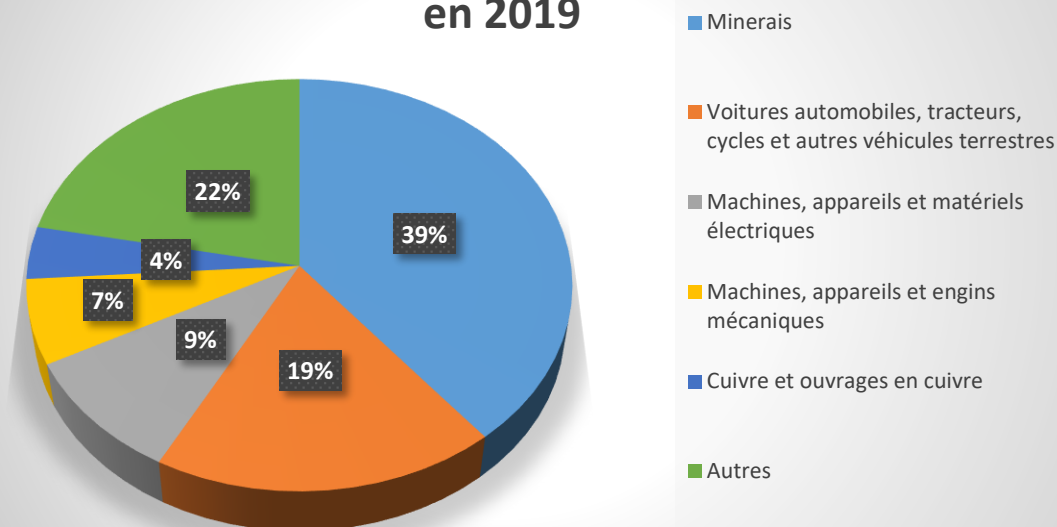
Evolution des IDE Chinois au Mexique depuis 2009 (Annexe 2)



[Structuration sectorielle des échanges bilatéraux entre la Chine et le Mexique en 2019 \(Annexe 3\)](#)

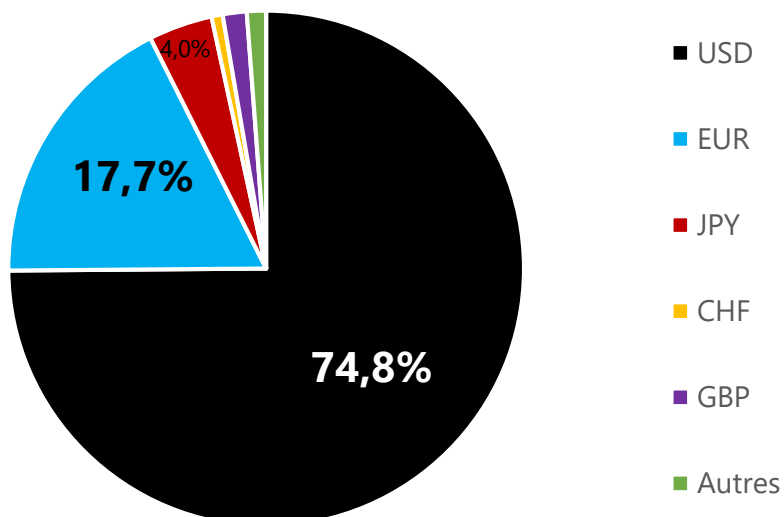


Principaux secteurs d'exportations du Mexique en 2019

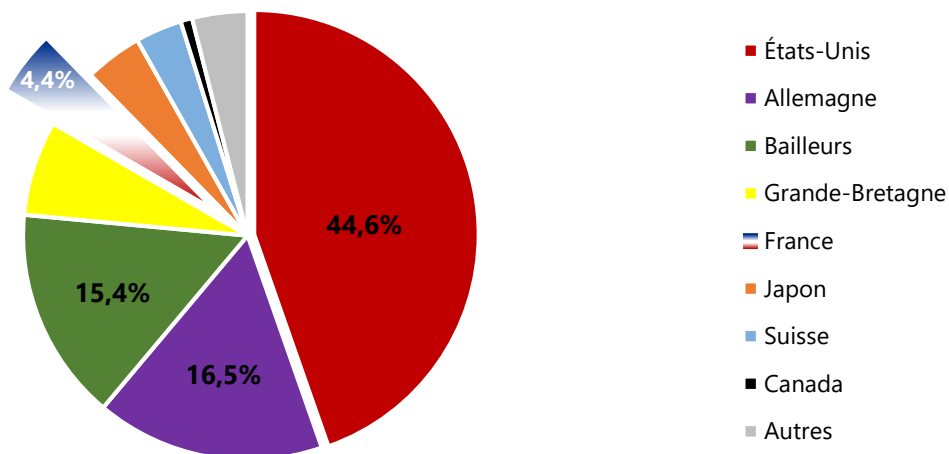


[Situation de la dette externe du Mexique \(Annexe 4\)](#)

Graphique 1 : Une dette externe principalement libellée en USD.



Graphique 2 : Une dette externe principalement détenue par des résidents aux Etats-Unis.



Aurélien SALVINI
aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

AMERIQUE CENTRALE

Le commerce extérieur des pays du Triangle Nord en 2019.

Les chiffres du commerce extérieur 2019 du Nicaragua n'ayant pas été publiés, cette note annuelle ne portera cette année que sur les pays centraméricains du Triangle Nord (le Guatemala, le Honduras et le Salvador). Les échanges commerciaux de ces trois pays avec le monde ont atteint 61,6 Mds USD en 2019, en légère diminution de -0,9% (g.a). Les exportations centraméricaines, en contraction de -3,4%, se concentrent principalement sur le secteur industriel (la filière textile, essentiellement) ainsi que sur les produits agricoles et agroalimentaires (majoritairement du café, des bananes et du sucre). Les équipements industriels et les produits issus des industries extractives (le pétrole, notamment) représentent près de 80% des importations des pays de la région. Avec 34,4% du total des échanges commerciaux, les Etats-Unis demeurent le premier partenaire commercial de la zone. Ils sont suivis des pays du marché commun centraméricain (MCCA), de la Chine, du Mexique et de l'Union Européenne. Le Guatemala se positionne en tête des exportations et des importations de la région avec respectivement 11,2 Mds USD (54,4% du total) et 19,9 Mds USD (48,4%). Les échanges commerciaux du Guatemala et du Salvador progressent en 2019 à un rythme similaire (+1,9% en g.a) tandis que ceux du Honduras chutent (-10,3% en g.a).

1. En 2019, les échanges commerciaux du Triangle Nord (61,6 Mds USD) se contractent légèrement.

Les échanges commerciaux des pays du Triangle Nord ont atteint 61,6 Mds USD en 2019, soit une légère baisse de -0,9% (534 MUSD) par rapport à 2018, après deux années consécutives de hausse en 2017 (+8,9%) et en 2018 (+4,5%). Les exportations ont diminué de -3,4% (g.a) en 2019 (-734 MUSD) tandis que les importations ont progressé faiblement de 0,5% (+200 MUSD). Le déficit commercial régional, lequel s'établit à -20,5 Mds USD, a ainsi augmenté de +4,8% (g.a), avec un taux de couverture des échanges négatif de 50,1%.

Sur les cinq dernières années, les échanges commerciaux des pays du Triangle Nord s'établissent en moyenne annuelle autour de 59 Mds USD, avec des exportations d'environ de 21 Mds USD et des importations de 38 Mds USD. Ces pays importent quasiment le double de ce qu'ils exportent.

Evolution du commerce extérieur dans les pays du Triangle Nord, 2015-2019 (MUSD)

	2015	2016	2017	2018	2019	Variation (%) 2019/2018
Exportations	20 478	19 867	21 948	21 295	20 561	-3,4%
Importations	36 442	34 774	37 547	40 849	41 049	0,5%
Total échanges	56 920	54 641	59 495	62 144	61 610	-0,9%
Solde	-15 964	-14 907	-15 599	-19 554	-20 488	4,8%

2. Des exportations (20,6 Mds USD) en recul de -3,4%, concentrées à 90% et à parts quasi égales sur les produits de l'industrie (filrière textile notamment) et les produits des secteurs agroalimentaire et agricole.

En 2019, les exportations des pays du Triangle Nord (20,6 Mds USD) ont été portées par les produits de l'industrie (45,8% du total avec plus de 9,42 Mds USD), avec, en particulier, le secteur textile (4,3 Mds USD, soit 45,8% du total des exportations industrielles), les matières plastiques et ouvrages en ces matières (802 MUSD ; 3,9%), les papiers/cartons (746 MUSD ; 3,6%), les fils/câbles et condensateurs électriques (684 MUSD ; 3,3%) et les produits pharmaceutiques (417 MUSD ; 2%) ; et par les produits

agricoles et agroalimentaires avec 9,35 Mds USD, soit 45,5% du total exporté : 5,67 Mds USD (27,6%) pour le secteur agricole et 3,68 Md USD (17,9%) pour le secteur agroalimentaire. Dans cette rubrique, se trouvent le café (2,4 Mds USD, soit 25,6% des exportations agricoles et agroalimentaires et 11,6% du total des exportations), les fruits (1,64 Md USD, 17,6% ; 8% ; principalement des bananes), le sucre (1,16 Md USD ; 12,4% ; 5,7%), les graisses et huiles végétales/animales (723 MUSD ; 7,7% ; 3,5%) et les boissons (498 MUSD ; 5,3% ; 2,4%). Enfin, en troisième position se trouvent les industries extractives (essentiellement des minéraux, 1,8 Md USD et 8,7% du total des exportations).

3. Des importations régionales (41 Mds USD) en quasi-stagnation composées à près de 60% d'achats d'équipements et produits industriels, et à 40% à parts quasi égales de produits agricoles/agroalimentaires et issus de la filière extractive (pétrole).

Le secteur industriel domine les importations de ces trois pays en 2019 : 23,9 Mds USD, 58,2% du total des importations. Figurent notamment dans cette catégorie les machines et appareils pour usage électronique (3,3 Mds USD ; 7,9% du total des importations), les équipements industriels de type chaudières et autres appareils ou engins mécaniques (2,9 Mds USD ; 7,1%), les véhicules (2,7 Mds USD ; 6,5%), les matières plastiques et ouvrages en ces matières (2,2 Mds USD ; 5,3%) et les produits pharmaceutiques (1,6 Md USD ; 4%).

Avec 8,7 Mds USD (21,1% des achats totaux) suivent ensuite les produits des secteurs agricole (5,5 Mds USD ; 13,3%) et agroalimentaire (3,2 Mds USD ; 7,7%), avec, en particulier, l'achat de céréales (1 Md USD ; 2,6%), d'huiles essentielles (790 MUSD ; 1,9%), de viande et produits carnés (577 MUSD ; 1,4%) ou encore de produits laitiers (519 MUSD ; 1,3%).

Enfin les produits issus des industries extractives (8,5 Mds USD, 20,8% du total) avec notamment le pétrole (et produits dérivés) -6,6 Mds USD, soit 16,1% des exportations totales- qui représentent pris individuellement les premiers produits importés par les pays de la région ; viennent ensuite la fonte, le fer et l'acier (1,4 Md USD ; 3,5%).

4. Des échanges commerciaux régionaux dominés par ceux avec les Etats-Unis, le MCCA et la Chine.

Les Etats-Unis enregistrent en 2019 près de 21,2 Mds USD (-7,7% en g.a) d'échanges commerciaux avec les pays du Triangle Nord, soit 34,4% du total des échanges, et demeurent ainsi le premier partenaire commercial régional. Les Etats-Unis ont représenté 36,4% des exportations des pays du Triangle Nord (7,5 Mds USD, -3,5% en g.a) et 33,4% de leurs importations (13,7 Mds USD, -6,6%).

Avec 12,7 Mds USD d'échanges commerciaux (20,6% du total ; -0,1% en g.a), les pays du « Marché Commun Centraméricain » (MCCA : Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador, hors Panama) représentent le deuxième partenaire commercial de la région, avec 32,4% de ses exportations (6,7 Mds USD) et 14,7% des importations (6,1 Mds USD).

La Chine reste le troisième partenaire commercial des pays du Triangle Nord avec 6,4 Mds USD d'échanges commerciaux, soit 10,5% du total des échanges, en forte progression de 18% (g.a). La Chine est cependant le 2ème fournisseur de la région avec 13% des importations régionales (6,2 Mds USD, +17,1% en g.a). Elle est néanmoins le 15ème client de la zone avec 1,2% des exportations régionales qui progressent fortement (244 MUSD ; +48,3%).

En quatrième position se trouve le Mexique (4,7 Mds USD, soit 7,6% des échanges totaux, en progression de +4%), ravissant ainsi cette place aux pays de l'Union Européenne. 793 MUSD de marchandises centraméricaines ont pour destination le Mexique (soit 3,9% des exportations du

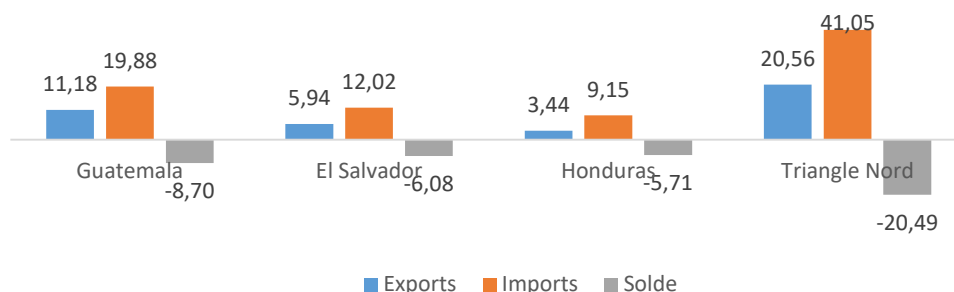
Triangle Nord) et 9,5% des achats des pays du Triangle Nord proviennent du Mexique (environ 3,9 Mds USD).

Cinquième partenaire régional, l'Union Européenne (4,6 Mds USD d'échanges ; en baisse de -8,2% en g.a ; 7,4% du total) représente 6,6% des importations régionales (2,7 Mds USD) et 9,3% des exportations régionales (1,9 Md USD, -12,8% en g.a). L'Allemagne demeure le principal partenaire commercial européen de la région avec près d'1,2 Md USD d'échanges, soit 25,5% du total des échanges avec l'Union Européenne. Elle devance notamment l'Espagne (789 MUSD ; -19,7% en g.a), l'Italie (649 MUSD ; +17,1% en g.a), les Pays-Bas (572 MUSD ; -20,2% en g.a), la Belgique (409 MUSD ; -37% en g.a) et la France (315 MUSD ; +7,1% en g.a).

On note une forte concentration des exportations des pays du Triangle Nord vers les Etats-membres du nord de l'Europe, en partie en raison de la position de leader de ces pays dans l'importation de produits agricoles et de leur rôle de plateformes portuaires. Ainsi, les Pays-Bas (433 MUSD), l'Allemagne (407 MUSD) et la Belgique (223 MUSD) absorbent plus de 1,1 Md USD, soit 55,4% du total des exportations régionales à destination de l'Union européenne. En outre, l'Allemagne est le principal fournisseur européen du Triangle Nord (et le 10ème globalement) : en 2019, les exportations allemandes se sont élevées à 759 MUSD, représentant 28% des exportations de l'Union Européenne vers la région ; les autres principaux fournisseurs européens sont, par ordre décroissant, l'Espagne (19,8% des exportations de l'UE, avec 537 MUSD), l'Italie (12,9%, avec 350MUSD), et la France (8,5%, avec 232 MUSD) ; ces quatre derniers pays représentent près de 70 % des exportations européennes vers la région.

5. Evolution du commerce extérieur des pays du Triangle Nord : un déficit commercial qui se creuse de +4,8% à 20,5 Mds USD

Le solde commercial des pays du Triangle Nord s'est de nouveau creusé en 2019 (-20,5 Mds USD ; +4,8% en g.a) : Au Guatemala (-8,7 MUSD), au Salvador (-6,1 MUSD) et au Honduras (-5,7 MUSD).



Par pays, le Guatemala se positionne largement en tête des exportations régionales (54,4% et 11,2 Mds USD), suivi du Salvador (28,9% et 5,9 Mds USD) et du Honduras (16,7% et 3,4 Mds USD). Le Guatemala est également en tête des importations du Triangle Nord (48,4% et 19,9 Mds USD), devant le Salvador (29,3% et 12 Mds USD) et le Honduras (22,3% et 9,2 Mds USD), ce qui est logique vu son poids économique majeur au sein du Triangle Nord.

6. Les échanges commerciaux du Guatemala et du Salvador progressent à un rythme similaire (près de +2% en g.a) tandis que ceux du Honduras chutent (-10,3% en g.a).

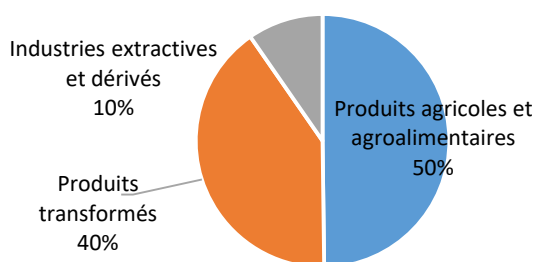
Guatemala : Le commerce extérieur du Guatemala s'est élevé à 30,5 Md USD en 2019 (+1,9% en g.a).

Le Guatemala a exporté 10,8 Mds USD (en hausse de 3,8%) de marchandises en 2019. Le premier poste d'exportation du Guatemala a été le secteur textile avec 1,7 Mds USD, (-2,3% par rapport à 2018,

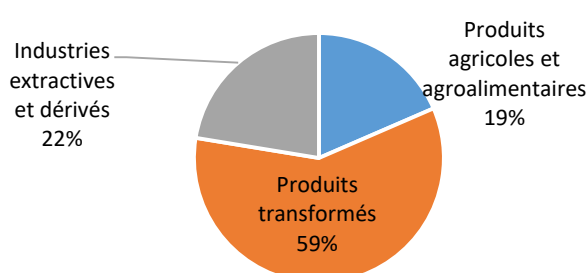
représentant 15,4% des exportations totales), suivi du café (1,3 Mds USD, en nette hausse de 17,6% en g.a ; 11,8% du total), des bananes (1,2 Mds USD, +2,1% et 11,1% du total), du sucre (819 MUSD, en nette rebond de +10,5 ; 7,3% du total). Les exportations de pétrole et dérivés ainsi que de produits miniers ont atteint 1 Md USD en 2019 (+7% en g.a), soit 9,7% des exportations totales.

Les importations du Guatemala se sont élevées à 19,9 Mds USD en 2019 (+0,9%). Avec 3,3 Mds USD, les importations de pétrole et produits dérivés (en stagnation) représente le premier secteur d'achats du Guatemala, totalisant 16,5% du total des importations du pays. On retrouve ensuite les machines et appareils électroniques, principalement des postes téléphoniques et des appareils récepteurs de télévision, pour un montant de 1,6 Md USD (représentant 8,3% du total), les machines de type chaudières et autres engins mécaniques (1,5 Md USD ; +8,15 ; 7%), les véhicules (1,4 Md USD, 7,2%), et les produits plastiques (1,1 Md USD ; -4,4% ; 5,5%).

Exportations du Guatemala en 2019



Importations du Guatemala en 2019

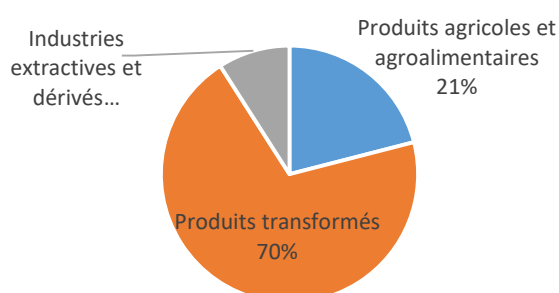


Salvador : Les échanges commerciaux du Salvador ont atteint 18 Mds USD (en hausse de +1,9% en g.a).

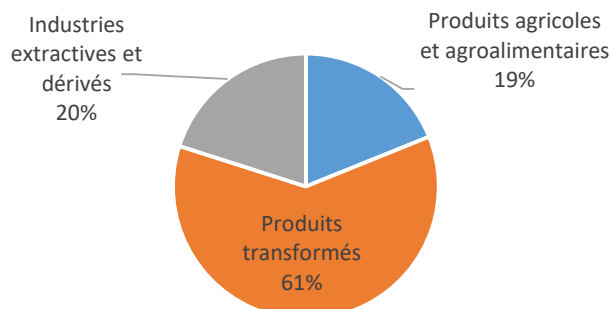
Les exportations salvadoriennes se sont élevées à 5,9 Mds USD (+0,7%). Les produits textiles représentent le premier poste de ventes (2,6 Mds USD, soit 43,1% du total ; -2,9% en g.a), devant les produits plastiques (402 MUSD ; 6,8% du total ; +10,3%), les papiers/cartons (333 MUSD ; 5,6% ; +12,7%), les équipements électroniques (299 MUSD ; 5% ; -19%), et le sucre (254 MUSD ; 4,3% ; +7,1%).

En 2018, le Salvador a importé pour 12 Mds USD (+2,5%) de marchandises. Les produits pétroliers sont en tête des achats (1,7 Md USD, soit 14,1% du total des importations, en baisse de -4,7% en g.a), suivi des équipements électroniques (873 MUSD ; 7,3% ; -4,7%), des machines, chaudières, appareils et engins mécaniques (758 MUSD ; 6,3% ; +11,32%), des matières plastiques (697 MUSD ; 5,8%) et des véhicules (572 MUSD ; 4,8% ; +8,2%).

Exportations du Salvador en 2019



Importations du Salvador en 2019

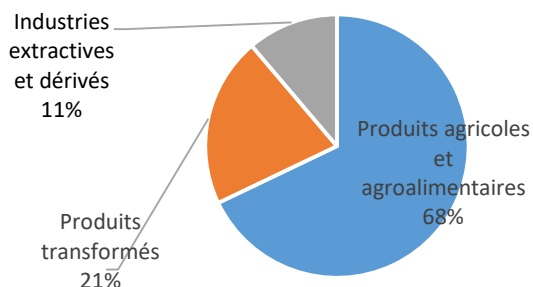


Honduras : Le commerce extérieur du Honduras s'est élevé à 12,6 Mds USD (en chute de -10,3%).

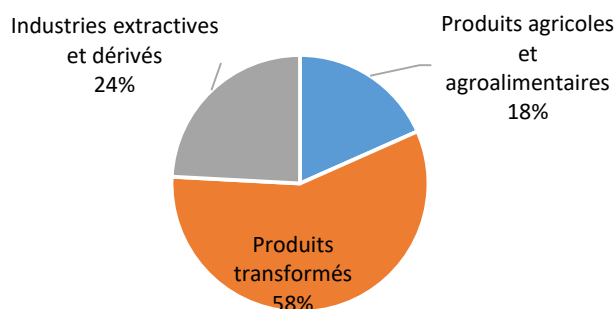
Les exportations honduriennes se sont fortement contractées de -25,5% (g.a), s'établissant en 2019 à 3,4 Mds USD. Le principal poste de ventes a été le café (964 MUSD, en baisse de -13,9% et représentant 28% du total des exportations), suivi des fruits (395 MUSD ; +8,3% ; 11,5%) des équipements électroniques (316 MUSD ; -21,9%, ; 9,2%), des produits de la pêche (220 MUSD ; -38,7% ; 6,4%) et des graisses et huiles animales/végétales (210 MUSD ; -35,3% ; 6,1%).

Les importations du Honduras ont diminué de -2,9% à 9,2 Mds USD. Le principal poste d'achats demeure les produits pétroliers (1,6 Md USD, en hausse de +5,7% et représentant 17,8% du total), suivi des équipements électroniques (733 MUSD, -4,2% ; 8%), des machines, chaudières, appareils et engins mécaniques (660 MUSD ; -2,6% ; 7,2%), des véhicules (657 MUSD, -4,9% ; 7,2%) et des produits pharmaceutiques (508 MUSD ; +2,2% ; 5,6%).

Exportations du Honduras en 2019



Importations du Honduras en 2019



Les échanges commerciaux des pays du Triangle Nord ont, en 2019, globalement diminué de près de -1% (g.a) en raison d'une importante diminution des échanges commerciaux du Honduras, en sensible contraction de -10,3% (-25,5% en termes de recettes d'exportation). Le Guatemala et le Salvador ont vu leurs échanges progresser de près de +2%.

Les Etats-Unis demeurent le premier partenaire commercial des pays du Triangle Nord avec plus d'un tiers du total des échanges de la région, mais cèdent un peu de terrain. Ils sont suivis des pays du MCCA dont les échanges (20,6% du total régional) restent stables. Avec des échanges commerciaux en forte progression, la Chine gagne du terrain et représente désormais 10,5% des échanges de la région. Suit ensuite le Mexique qui, avec 7,6% du total des échanges du Triangle Nord, prend ainsi la quatrième place à l'Union Européenne. Les pays de l'Union Européenne deviennent le cinquième partenaire du Triangle Nord avec des échanges (7,4% du total de la région) en nette diminution. La France, malgré un léger mieux, se situe au 29ème rang des partenaires commerciaux du Triangle Nord (0,5% du total des échanges) : 25ème client et 27ème fournisseur. Nos échanges avec la région restent faibles comparés notamment à ceux de l'Allemagne et de l'Espagne qui enregistrent des échanges respectivement 3,7 et 2,5 fois supérieurs aux nôtres.

La crise du Covid-19 devrait inévitablement affecter les échanges des pays du Triangle Nord en 2020. Ces derniers pourraient toutefois, selon les conjoncturistes, repartir à la hausse en 2021.

Clément GALLARDO –
clement.gallardo@dgtrésor.gouv.fr

Antonio AVILA –
Antonio.avila@dgtrésor.gouv.fr

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Le modèle de croissance dominicain doit devenir une réalité sociale, économique et institutionnelle inclusive

Le président élu le 5 juillet, Luis Abinader, a basé son programme sur le diagnostic que la croissance économique des dernières années ne profite pas à la population. Sa priorité va au développement de l'emploi formel et notamment la création de 600 000 emplois en quatre ans. La France pourra utilement accompagner le développement du pays.

1. Les faiblesses du modèle dominicain requièrent un changement de paradigme

Luis Abinader a été élu président le 5 juillet dernier, après seize années de gouvernement PLD, au milieu de la plus grande crise économique du pays, en **portant un espoir de changement**. Il prendra ses fonctions le 16 août prochain.

La **fissuration des institutions démocratiques** résulte d'une trop grande concentration des pouvoirs, d'une gestion clientéliste de l'Etat, d'un fonctionnement déficient des institutions et d'une prévalence de la corruption et de l'impunité. Le **modèle de croissance économique ne profitant pas à la population** repose sur la prédominance de l'informalité, le travail précaire et les bas salaires. Les dépenses publiques sont de faible qualité, à la fois réduites et inefficaces.

Le changement proposé « implique **d'amener l'éthique au pouvoir, des politiques publiques pour le peuple**, plus de démocratie, la concrétisation des droits des citoyens et une société solidaire, pour laquelle il est nécessaire de construire : (i) un véritable pouvoir citoyen de contrepois et contrôle des pouvoirs publics, (ii) une nouvelle façon de faire de la politique, (iii) **une capacité de production basée sur l'innovation technologique et organisationnelle, qui génère des emplois, de l'inclusion sociale, des devises, et répartie sur tout le territoire**, (iv) transformer l'État dominicain en une entité transparente, efficiente et efficace. » Ce programme a été élaboré avant l'apparition de la pandémie de covid-19.

2. Le développement de l'emploi formel constitue la priorité du président élu.

L'objectif présidentiel est de **créer 600 000 emplois sur les quatre années** de mandat, réduire le taux de chômage et inverser l'informalité du marché du travail (55 % fin 2019). **La priorité ira aux secteurs productifs générant emplois, devises et répartis sur tout le territoire**. Le gouvernement devra créer les conditions dans lesquelles le secteur privé pourra développer production et exportation.

L'export constitue la pierre angulaire de ce programme, dans l'optique de **générer de 400 000 à 500 000 emplois** avec doublement du nombre d'entreprises en zone franche et mise en place d'un guichet unique pour l'export. Il est prévu également de **développer le tourisme au-delà de la plage et du soleil**, sur de nouveaux marchés (écotourisme, culturel, gastronomie, affaires...). Le soutien à l'industrie consistera notamment à **relier les chaînes de valeur locales à l'export**, améliorer la réglementation et l'accès à l'information pour diminuer les coûts des entreprises, et **réviser toutes les taxes afin d'éliminer celles apparaissant trop bureaucratique ou pas suffisamment rentables**.

Le soutien à la production de **produits agricoles** prioritaires (ail, bananes, tabac et café) ainsi que la construction de lagunes, réservoirs et canalisations peuvent **créer environ 35 000 nouveaux emplois**

en quatre ans. Il est envisagé d'accorder des **concessions d'exploration minière à des sociétés qualifiées dans le respect de la législation environnementale**. Outre le développement du commerce électronique est envisagée la mise en place d'un programme d'incubation/accélération **Start-up Dominicana** sur la base de partenariats public-privé.

Le plan national d'infrastructures doit permettre le développement de partenariats public-privé. Sont considérés les aqueducs et barrages, ports, routes, parkings et la gestion commerciale de services publics. Dans ce contexte, un **plan d'investissement massif dans la zone frontalière** est prévu.

Le gouvernement veillera particulièrement (i) à la création d'un **environnement macroéconomique stable et prévisible**, (ii) à la promotion de l'insertion professionnelle des femmes et des jeunes, (iii) à **l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique** par l'élimination des double emplois et un contrôle rigoureux des dépenses, (iv) à l'encouragement des partenariats économiques (coopératives), (v) à la tolérance zéro contre la criminalité et l'insécurité des citoyens et (vi) à un **secteur de l'électricité financièrement viable**.

3. La France occupe une place de premier plan qu'il conviendra d'entretenir.

La république dominicaine, **première croissance américaine en 2018 et 2019**, constitue le **premier partenaire commercial caribéen de la France** (298 M EUR d'échanges en 2019). La **France est le premier financeur bilatéral du pays** avec plus de 500 M EUR de créances fin 2019. Ces financements portent en priorité sur le **transport urbain** (métro, téléphérique, plan de mobilité), **l'assainissement, l'agroforesterie et la gestion de bassin versant**. Les IDE d'entreprises françaises s'élèvent à près de 700 M EUR fin 2019. **La trentaine d'entreprises françaises établies dans le pays emploie plus de 6 000 personnes** dans les secteurs des transports, de l'industrie, de l'énergie et des services.

Le nouveau cadre de **stabilité juridique** proposé par le président élu pourra faciliter les activités des entreprises françaises. Les secteurs des **transports, eau et assainissement**, et de **l'énergie** requièrent tous des **réformes structurelles** en raison de la multiplication et l'incompétence des entités publiques, mais également des **investissements** pour soutenir le développement du pays. La problématique environnementale gagne en importance : outre des sujets spécifiques (qualité de l'air, plastique, déchets), **le projet de loi littoral** doit contribuer à la **lutte contre le changement climatique**. Le gouvernement devra faire appel à des **financements internationaux** pour réaliser son **plan d'infrastructures**. La nouvelle loi sur les PPP devrait permettre le développement de nouveaux modèles, sachant que le gouvernement vise l'élimination progressive du déficit budgétaire.

Cristal ALMANZAR

cristal.almanzar@dgtresor.gouv.fr

Jean-Baptiste DABEZIES

Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

CUBA

La soutenabilité du modèle de développement économique et social cubain face au vieillissement de sa population.

	Cuba (ONEI 2018)	France (INSEE 2019)
Indice de fécondité	1,65	1,87
Espérance de vie	78,5 ans	82,7 ans
Solde migratoire	- 21 564	+ 46 000
Croissance démographique	-0,1%	+0,3%

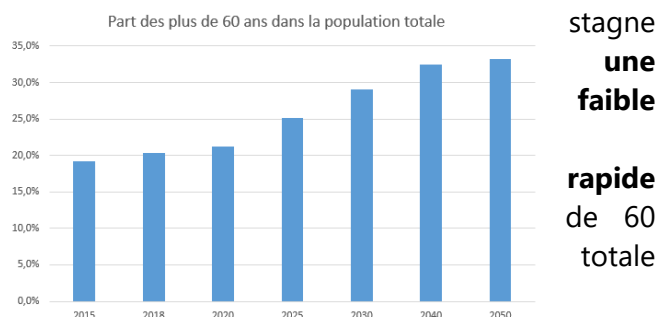
Cuba, à l'instar des pays développés, a réalisé sa transition démographique, preuve par ailleurs d'une certaine qualité de son système de santé. **Couplée à une forte émigration, elle se traduit dans les faits par un vieillissement de la population qui**, en s'accroissant, **pèsera de plus en plus sur la croissance économique et les finances publiques** du pays, remettant en cause la viabilité de l'actuel système de redistribution.

Le vieillissement inéluctable de la population cubaine...

L'île présente les **indicateurs de natalité parmi les plus faibles du monde** : taux de 10,4 naissances pour 1 000 habitants en 2018 et indice de fécondité de 1,65, loin des 2,1 nécessaires pour assurer un renouvellement de la population indépendamment des flux migratoires. Le rôle dévolu aux femmes dans la société, la culture de la contraception, l'incertitude sur l'avenir politique et économique du pays, le caractère limité du parc immobilier (il manquerait entre 800.000 et un million de logements), la présence réduite des institutions religieuses ou encore l'émigration des personnes en âge de procréer sont autant de facteurs explicatifs.

En parallèle, **le solde migratoire est largement déficitaire**, - 21 564 selon les chiffres officiels en 2018, et l'immigration quasi nulle. Le pays est peu attractif compte-tenu de la situation économique et financière et de la difficulté d'acquiescer le droit de résidence ou la nationalité cubaine.

Ainsi, depuis près de 25 ans, la population cubaine tourne autour des 11 millions d'habitants. **Conjuguée avec espérance de vie officielle élevée (78,5 ans) et une mortalité (taux de 9,5‰ en 2018), le déclin démographique conduira à un vieillissement de la population.** Contre 20% en 2018, les personnes ans et plus représenteront 29% de la population en 2030 et 33% en 2050.



Source : projection de la population cubaine 2015 – 2050 de l'ONEI

... malgré les nombreuses mesures du gouvernement...

Conscientes des problèmes engendrés par la faible natalité, **les autorités ont mis en œuvre des réformes visant à stimuler la fécondité** : politiques familiales volontaristes (allocation de congé

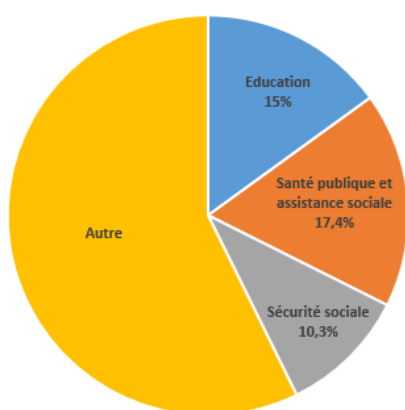
maternité supérieure ou égale au salaire minimum, possibilité de cumuler les allocations), mesures fiscales natalistes (baisse des impôts sur le revenu pour les *cuentapropistas* parents d'au moins deux enfants de moins de 17 ans), développement de crèches pour les enfants (*circulos infantiles*) ou communication renforcée autour des conséquences négatives de l'avortement.

Le gouvernement ne pourra pas inverser la tendance lourde du vieillissement de la population, mais peut espérer en limiter l'impact économique. Dans cette optique, l'âge de la retraite a été reculé de 5 ans en 2008 – passant de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 65 ans pour les hommes. Les spécialistes du secteur estiment cependant ces mesures insuffisantes pour garantir la pérennité du système de retraite sur le long terme.

... aux conséquences socio-économiques négatives

Au-delà de la contraction prévisible de la demande nationale en biens et services compte-tenu du

Dépenses budget de l'Etat 2020



pouvoir d'achat particulièrement faible de la population âgée (pension de retraite moyenne proche de 300 CUP, soit 12 USD), **le déclin démographique entraînera une baisse de la population active et parallèlement du PIB**, toutes choses égales par ailleurs. L'augmentation du nombre de retraités se traduira par la hausse du ratio de dépendance démographique - de 57% en 2018, à 82% en 2030 et 97% en 2050 – et générera de nombreux surcoûts.

A Cuba, la population dépendante est entièrement prise en charge par l'État ; les services de santé, de même que l'éducation, sont gratuits. Dans un pays où les prestations sociales représentent déjà le principal poste du budget (31,3 Mds de pesos cubains en 2020, soit près de 43% du budget de l'État), **les**

retraites et le secteur de la santé pèseront de plus en plus lourd sur des actifs moins nombreux.

Source : discours de la Ministre des finances et des prix devant l'ANPP (décembre 2019)

Pour financer son système redistributif, **Cuba devra donc trouver de nouvelles sources de revenus pour éviter une dérive insoutenable de son déficit budgétaire** (structurellement proche des 10% du PIB ces dernières années). La hausse de la productivité de la population active est une piste, mais nécessiterait une nouvelle politique salariale d'envergure, l'unification monétaire et une très forte hausse des investissements rendues impossibles par la raréfaction des ressources publiques et la priorité donnée au maintien du modèle social. De fait, sur les deux dernières décennies, le taux d'investissement rapporté au PIB a toujours été faible et proche de 10%.

Rémi MANTET-GAY –

remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Aurélié RIGAUD-

Aurelie.rigaud@dgtresor.gouv.fr

Michel OLDENBURG –

Michel.OLDENBURG@dgtresor.gouv.fr

FOCUS STATISTIQUE

	MEXIQUE	AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES			
		Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD)	1 220	79,0	65,2	59,0	26,0	23,8	13,8	80,9	9,5	15,4	22,3
PIB / habitant (USD)	9 807	4 575	15 679	11 744	3 923	2 521	2 108	7 880	857	5 392	16 223
Croissance du PIB...											
...2019 (e)	-0,1 %	3,6 %	3,0 %	2,1 %	2,4 %	2,7 %	-3,9 %	5,1 %	-1,2 %	1,0 %	0 %
...2020 (p)	-6,6 %	-2,0 %	-2,0 %	-3,3 %	-5,4 %	-2,4 %	-6,0 %	-1,0 %	-4,0 %	-5,6 %	-4,5 %
Inflation moyenne (2019)	3,3 %	3,7 %	-0,3 %	2,1 %	0,1 %	4,4 %	5,4 %	1,8 %	17,3 %	3,9 %	1,0 %
Taux de chômage moyen	3,3 %	-	7,0 %	12,4 %	6,7 %	4,1 %	6,1 %	6,1 %	-	9,1 %	4,9 %
Solde Budgétaire (2017) (Total ; Primaire)	-2,3 % ; 1,8 %	-1,7 % ; -0,3 %	-2,0 % ; -0,3 %	-6,0 % ; -2,4 %	-2,5 % ; 0,9 %	0,3 % ; 1,0 %	-4,3 % ; -3,1 %	-3,0 % ; 0,4 %	-2,3 % ; -2,0 %	0,2 % ; 7,0 %	-5,5 % ; -3,0 %
Dette Publique (% du PIB) (2018)	54,1 %	24,5 %	39,4 %	53,5 %	67,1 %	40,3 %	37,2 %	41,6 %	33,0 %	99,4 %	45,3 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2019	3 668	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
Solde bilatéral pour la France ...2019	1 379 M€	14 M€	563 M€	-164 M€	19 M€	-65 M€	-48 M€	-51 M€	31 M€	2 M€	-171 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2020 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises traitées par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (54,1 %) et le solde budgétaire primaire (1,8 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (44,8 % pour la dette publique et 0,6% pour le solde budgétaire primaire).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Mexico

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Publication du Service Economique Régional de Mexico

Ambassade de France au Mexique

Campos Eliseos 339, Col. Polanco

11560 MEXICO D.F.

Auteur : SER de Mexico

Avec le concours des Services économiques de Guatemala, de Panama, de Saint-Domingue et de Cuba

© DG Trésor

